

Votre parcours est assez atypique. Et cela a commencé dès vos premières études...

En effet, j'ai commencé par des études de littérature, avec quand même déjà un accent sur la philosophie des sciences. Et puis j'étais parallèlement en biologie, parce que je me suis toujours senti proche d'une vision intégrée, et non séparée, des sciences. Après toutes ces années d'étude, il a fallu apprendre un métier et passer aux choses sérieuses (*il rit*). C'est comme cela que je me suis lancé comme journaliste scientifique.

Un mauvais souvenir?

Ah pas du tout! C'est un magnifique métier. En plus de sujets passionnants, on y apprend beaucoup de choses pratiques, comme tenir un délai ou dire l'essentiel en peu de mots, soit tout le contraire du monde académique! (*il rit encore*).

Pourquoi ne pas y être resté?

C'était la fin des années 80. J'ai eu le pressentiment que se dégageaient des tendances lourdes, dont l'importance croissante des enjeux scientifiques et économiques. Nous sommes dans une société qui dépend de plus en plus de la science et de la technologie. Cela s'est confirmé de manière éclatante, et parfois inquiétante. Il y avait également le croisement de ces enjeux scientifiques avec les données économiques. Aujourd'hui plus encore qu'hier, les espoirs de croissance économique reposent sur le processus d'innovation scientifique et technologique.

Et puis le développement durable commençait à faire parler de lui...

Tout à fait. La démultiplication des connaissances techniques et scientifiques par le pouvoir du marché, qui leur donne un impact inédit, se confrontait de plus en plus aux limites de la planète.

Avec maintenant plus d'une décennie de recul, où en est l'écologie industrielle?

Nous avons clairement dépassé le stade de l'embryon. Le milieu des entreprises recherche une nouvelle manière de créer de la valeur (et de la répartir), sans détruire l'environnement. L'écologie industrielle, qu'on l'appelle ainsi ou autrement, représente l'une des voies possibles. Vous savez, je ne cherche pas spécialement à «vendre» l'écologie industrielle en tant que telle. Mais regardons nos besoins pour faire progresser ce fameux développement durable, notion tout de même très floue. D'abord, il nous faut un cadre conceptuel spécifique et rigoureux. Secundo, il faut coupler ces beaux concepts à une stratégie opérationnelle qui fasse sens. Troisièmement, il faut une stratégie de transformation du monde économique dans son ensemble, ce qui nécessite une collaboration à une échelle inédite. Y compris entre des entreprises en concurrence. Eh bien, il me semble que l'écologie industrielle représente un bon candidat pour y parvenir.

Une mise en action plutôt qu'une idéologie?

Absolument. L'écologie industrielle n'est pas un dogme, contrairement au développement durable qui fait souvent l'objet d'approches très idéologiques. Elle renferme un côté beaucoup plus pragmatique,



«L'écologie industrielle convainc jusqu'en Chine»

Journaliste scientifique devenu professeur d'université, fer de lance de l'application concrète du développement durable, Suren Erkman refuse l'idéologie du pire et milite pour ces mises en actions qui séduisent de plus en plus de petites et grandes entreprises.



et évite de se payer de mots. L'écologie industrielle utilise par exemple les bilans de flux de matières et d'énergie. Soit on améliore le bilan, ce qui se voit dans les chiffres, soit cela ne fonctionne pas. Il faut aussi souligner que l'on ne parle pas ici que de quelques PME actives dans leur coin. De grands groupes s'y engagent, et font office de moteur pour les autres.

Reste qu'il ne s'agit pas d'une logique de décroissance!

C'est une bonne manière de distinguer l'écologie industrielle comme je l'entends d'une approche dogmatique. Aujourd'hui, soyons clairs: la décroissance ne propose aucune alternative crédible. Elle résulte d'abord d'un refus de principe du système industriel. Pourquoi pas. Qu'un certain nombre de gens éprouvent l'envie de vivre plus simplement, c'est très bien, mais à l'échelle globale, la réalité montre que plus des trois quarts de l'humanité rêve de foncer dans l'économie de consommation. Il me paraît donc absurde de prôner une décroissance unilatérale, à moins de nier cette réalité. Qui va aller dire aux Chinois ou aux Indiens qu'ils doivent arrêter de développer leur économie?

Donc nous allons dans le mur et l'écologie industrielle ne sert qu'à freiner un peu l'inéluctable.

Pas forcément. Dans certains domaines, comme celui des énergies fossiles, il est clair qu'il y aura décroissance. Ces ressources vont diminuer et même, un jour, disparaître. Il faudra donc en trouver d'autres ou réduire leur consommation. Mais la décroissance n'est pas un but en soi. Dans notre ap-

proche, nous préférons regarder au cas par cas, selon les contraintes dictées par l'environnement.

Vous représentez donc une voie médiane?

Je pense, oui. Je n'impose rien à personne et je ne me reconnais guère dans certains discours catastrophistes. D'autant que j'y perçois parfois un enjeu de pouvoir: faire peur aux gens pour mieux les influencer, alors que l'écologie industrielle s'avère davantage en retrait de ce point de vue.

La question de l'énergie, avec la crise du pétrole et désormais celle du nucléaire, occupe beaucoup l'actualité.

C'est un domaine où l'on peut agir efficacement. J'aime bien citer en exemple le canton de Genève. Merci à Superphénix! (*il rit*). La mobilisation contre cette centrale nucléaire a créé un climat politique favorable à l'innovation énergétique. La dernière version de la loi cantonale sur l'énergie me semble cumuler les bons points, introduisant légalement la notion d'exergie, qui jauge une énergie par rapport à sa qualité. Pas de gadgets technologiques, mais beaucoup d'innovations politiques et organisationnelles. Genève est sorti de ce que j'appelle la «conception soviétique de l'énergie», c'est-à-dire la conception productiviste.

C'est-à-dire?

Analyser les besoins à confort égal, regarder le potentiel d'économies et faire tout ce qui est possible pour que l'énergie qui doit être consommée provienne de sources renouvelables, comme ici ➔ avec la centrale qui chauffe

➔ l'EPFL avec l'eau du Léman. Ailleurs, avec la biomasse, ou avec la combinaison de géothermie et de solaire, etc. La vision d'une politique énergétique cohérente, qui n'a rien à voir avec un retour à la bougie, passe avant les innovations technologiques.

Vous rappelez la jeunesse de notre système industriel, précédé dans l'histoire humaine de nombreux autres fonctionnements.

L'humanité a inventé une multitude de systèmes économiques et sociaux au cours de son histoire. Nous sommes tellement partie prenante du nôtre que l'on oublie souvent tout ce qu'il a de particulier. D'abord, le système industriel est très jeune, à peine deux siècles, et offre un niveau de vie inouï – même s'il est mal réparti, nous sommes d'accord – par rapport à tout ce que l'homme a connu auparavant. Mais il engendre également des défis, notamment dans ses impacts sur la biosphère, considérables.

Quels autres défis nous pose-t-il?

Dans ma réflexion, il existe une autre couche dans l'écologie industrielle, au-delà des ressources matérielles et énergétiques. Une société n'est pas seulement viable si elle a assez d'eau, d'air pur et de matières premières. Elle a besoin d'un cadre institutionnel, symbolique et culturel, dans lequel les gens trouvent un sens à leur existence. Le respect des écosystèmes, les limites de l'activité humaine sont des notions contenues dans l'idée même de l'écologie scientifique. Le système industriel hypermoderne pose aussi un défi d'ordre anthropologique. Parce qu'il va tellement loin qu'il semble même dissoudre ce qu'il y a d'humain dans l'homme.

En matière d'oubli des limites naturelles, la Chine se voit souvent sur le banc des accusés. Vous qui y êtes souvent invité, cela vous énerve-t-il?

C'est une vision biaisée. En partie du fait des grands médias américains, d'ailleurs, trop contents de voir une autre puissance stigmatisée. D'abord, une partie de leur impact énergétique et environnemental résulte de notre consommation, ici. Puisque nous faisons fabriquer en Chine nos produits. Ils ont une loi sur ce qu'ils appellent, eux, l'économie circulaire, avec des chiffres et des objectifs concrets. Et les dirigeants chinois en tiennent compte comme d'un enjeu stratégique: ils savent que s'ils n'intègrent pas pleinement cette dimension, ils



Ancien journaliste scientifique, Suren Erkman est aujourd'hui spécialiste en écologie industrielle.

«Nous nous trouvons dans une phase de transition»

ne pourront pas réaliser leurs objectifs économiques et sociaux.

Cependant il paraît évident que l'on court à la catastrophe si les pays émergents continuent d'accroître leur soif de consommation et leur demande d'énergie.

On a tout fait pour que l'élève dépasse le maître. Maintenant qu'ils font même mieux que prévu, nous aimerions leur dire de freiner un peu. Mais ces pays ne vont pas modérer leur développement pour calmer nos angoisses face à l'avenir de la planète. De toute manière, améliorer ce qui existe n'empêche pas de réfléchir à d'autres modèles. C'est toute la difficulté des changements systémiques: nous savons que nous améliorons un modèle qui n'est pas vraiment pérenne, comme celui du «tout fossile». Nous nous trouvons dans une phase de transition et nous tentons de limiter les dégâts.

Parmi ceux qui préparent au futur, il y a les politi-



Publicité



**PNEUS D'ETE
A PRIX MIGROL**

Migrol Auto Service, Partenaire officiel Adam Touring
Infos: www.migrol.ch ou tél. 0844 21 21 21

Adam Touring
Le crack en pneus et de l'entretien de la voiture
Partenaire



**Incl. 2 ans garantie
remplacement des pneus
+ points bonus CUMULUS.**

MIGROL



Participer maintenant et gagner des prix attrayants!

Il suffit d'acheter des produits Fairtrade pour le petit déjeuner, tels que café, thé, jus d'orange ou miel, de petit-déjeuner seul ou avec d'autres et d'enregistrer cette bonne action en ligne jusqu'au 29.05.2011. Cela ne profite pas qu'à toi, mais aussi aux familles de paysans du Sud.



www.fairtradebreakfast.ch 

→ ques. Après la énième Conférence sur le climat, quel est le bilan?

On est passé d'une méconnaissance il y a vingt ans à une sorte d'anxiété publique, une culpabilisation de la population qui me paraît excessive. L'angoisse climatique est clairement instrumentalisée. Je crois que le grand public le sent très bien, même confusément, et c'est pour cela qu'il se méfie. Une gigantesque machinerie diplomatico-politique s'est mise en place. Ce n'est pas rien. Bien sûr, à considérer la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, qui continue d'augmenter, on peut se dire que c'est beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Les efforts concrets sur le terrain n'en sont que plus importants.

Comment réagissez-vous en apprenant que le Conseil national vient de refuser un postulat sur l'écologie industrielle?

C'est dommage, le Conseil national a manqué le coche, contre l'avis du Conseil fédéral du reste. J'observe qu'une fois de plus, ce sont les représentants des milieux dits «de l'économie» qui ont fait obstacle à l'innovation, montrant à quel point ils sont en décalage par rapport aux réalités et aux défis nouveaux.

Et la conscientisation du citoyen?

Je reste assez critique face à cette tendance consistant à tout mettre sur le dos du consommateur, du «consomm'acteur» comme l'on dit. Parce que sa marge de manœuvre dans la chaîne très complexe de la production et de la consommation reste limitée. Bien sûr qu'il est préférable de choisir une voiture moins polluante. Mais vous comme moi n'y pouvez rien si votre chemise a été fabriquée en Chine. Il faut avant tout des transformations structurelles du système économique.

Mais je peux payer plus cher et acheter une chemise fabriquée plus près dans des conditions plus vertes.

Naturellement. Tout en sachant que le plus gros impact en termes de consommation électrique consistera à la laver deux fois par semaine ici. Chacun peut se prendre en main, et c'est très bien. Mais je trouve plus intéressant de réaliser que nous ne sommes pas tout seuls, que nous sommes reliés aux autres.

Et cette pression citoyenne de masse sur le monde politique et industriel, vous y croyez?

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la naissance du Forum social mondial. Hélas, j'ai été surpris par la rapidité avec laquelle le mouvement s'est dégonflé.

*Propos recueillis par Pierre Léderrey
Photos Catherine Leutenegger*

Bio express

Naissance, le 7 février 1955 à Istanbul, Turquie, d'une mère suisse et d'un père arménien. Marié (son épouse est Indienne et il a fondé à Bangalore l'institut ROI, le premier consacré à l'écologie industrielle dans un pays en voie de développement), père de trois enfants (un fils adopté de 18 ans et deux petites filles de 4 et 5 ans). Etudes de Lettres et de sciences à l'Université de Genève. Travaille comme journaliste scientifique et économique au «Journal de Genève» puis à «L'Hebdo», ainsi qu'au sein de l'émission «Télescope» (TSR)

En 1994, fonde à Genève l'Institut pour la communication et l'analyse des sciences et des technologies (ICAST).
2004: thèse en écologie industrielle à l'Université des technologies de Troyes.
Depuis 1997, chargé de cours à l'EPFL.
Depuis 2005, dirige à l'Université de Lausanne l'Institut de politiques territoriales et environnementales (IPTH).
2008: création de la société de conseil en écologie industrielle SOFIES avec plusieurs anciens étudiants.